

POUR LE RETRAIT DE LA LOI ASILE IMMIGRATION (LOI DARMANIN)

Manifestation le dimanche 14 janvier, 14h30 départ place Victor Hugo

La loi asile immigration marque un tournant que nos collectifs, associations, syndicats, organisations ne peuvent accepter. Elle reprend de nombreuses idées de l'extrême droite comme la préférence nationale et aura des conséquences terribles sur la vie des millions d'habitant.e.s étrangère-es ou pas sur le sol français.

Il s'agit de la loi la plus régressive depuis 40 ans. Cette loi raciste et xénophobe restreint le droit au séjour, accentue considérablement la répression, s'attaque au droit d'asile, au droit du sol, aux étrangers malades, aux étudiants non européens, au regroupement familial. L'attaque contre l'hébergement d'urgence et le durcissement de l'accès aux prestations sociales dont les allocations familiales et les aides aux logements, vont jeter des familles à la rue ou dans les bras de marchands de sommeil et particulièrement les femmes migrantes. Cette loi va précariser davantage les travailleuses et travailleurs, les lycéen.nes, les étudiant.es avec ou sans-papiers.

L'arbitraire préfectoral est encore renforcé, refoulement aux frontières, délivrance systématique des OQTF et IRTF et allongement de leur durée, notamment pour les travailleuses et les travailleurs. Cette loi s'attaque aux libertés publiques, bafoue les droits fondamentaux tels que le droit d'asile, réinstaure la double peine, dans ce pays qui prétend défendre les valeurs d'égalité entre toutes et tous. Nous exigeons donc le retrait de cette loi.

Nous appelons :

À soutenir toutes les luttes pour la régularisation des sans-papiers, notamment les grèves

A obtenir le retrait de cette loi en multipliant les actions de solidarité et en faisant œuvre de désobéissance civile

À manifester massivement sur tout le territoire le dimanche 14 janvier, pour empêcher que cette loi ne voie le jour, combattre tous les racismes, la xénophobie et défendre une politique migratoire d'accueil et de solidarité.

Au vu de la situation sociale et politique, nous appelons également à la manifestation du 21 janvier et à toutes les actions qui suivront pour le retrait de cette loi

La CiSEM (Coordination iséroise de solidarité avec les étranger.e.s migrant.e.s)